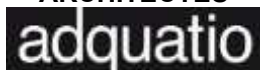


RECONSTRUCTION DE L'ETABLISSEMENT DE « LA ROCHE AUX FEES » A JANZE (35 150)

Maître d'ouvrage
CHU DE RENNES
2 rue Henri LE GUILLOUX
35 033 RENNES CEDES 09
Centre Hospitalier « La Roche Aux Fées »
4 rue Armand Jouault
35 150 JANZE Cedex

Maîtrise d'œuvre

ARCHITECTES



AD QUATIO architectes
129 rue de Turenne
75003 PARIS
☎ 01.42.77.26.92
adquatio@adquatio.com

BET CUISINES



PROCESSCUISINES
Z.A. La Massue – 4 Rue Edouard
Branly 35170 BRUZ
☎ 02.99.05.07.20
be@pcuisinesblanchisseries.fr

BET FLUIDES / STRUCTURE



BETOM
11 Allée du Bâtiment
35 000 RENNES
☎ 02.99.27.05.05
accueil-rennes@betom.fr

ECONOMISTE



Cabinet COLLIN
1A Allée Métis
ZAC Atalante
35400 SAINT MALO
☎ 02.99.56.78.33
agence@cabinetcollin.fr

ACOUSTICIEN



VIASONORA
17 Rue Froment Paris 11
☎ 01.43.7082.50
viasonora@viasonora.fr

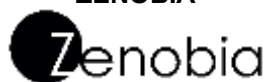
BET HQE



CAPTERRE
11 Allée du Bâtiment
35 000 RENNES
☎ 02.99.27.65.21
accueil-rennes@betom.fr

PAYSAGISTE

ZENOBIA



Hameau de la Rivière Rue
Panorama
14390 PETIVILLE
☎ 02 31 24 69 04
atelier@zenobia.fr

15 – CHARTE CHANTIER FAIBLES NUISANCES

DCE
AVRIL 2025

Edité le
30/04/2025

ETABLISSEMENT DE LA ROCHE AUX FEES



Charte Chantier à faibles nuisances

JANZE (35)

PHASE DCE

AVRIL 2025



SOMMAIRE

1	PREAMBULE.....	4
2	OBJET – SIGNATAIRES.....	5
3	RESPECT DE LA REGLEMENTATION.....	6
3.1	Rappel concernant les déchets.....	6
3.2	Rappel concernant le bruit	7
3.3	Rappel concernant la santé et la sécurité.....	7
3.4	Rappel concernant l'environnement.....	7
4	PIECES A REMETTRE PAR LES ENTREPRISES EN PHASE CONSULTATION.....	8
4.1	Liste des éléments a remettre par les entreprises dans leur offres.....	8
4.2	Contenu du plan d'installation de chantier (PIC)	8
4.3	Contenu du plan environnemental de gestion du chantier (PEGC)	9
4.4	Contenu du schéma d'organisation de la gestion et l'élimination des déchets (SOGED)	9
5	RESPONSABILITES ET MISSIONS DES ACTEURS.....	11
5.1	Responsabilités du maitre de l'ouvrage	11
5.2	Mission de la maitrise d'œuvre	11
5.3	Mission de l'OPC	11
5.4	Mission des entreprises	12
5.4.1	Responsable Environnement Chantier (REC)	12
5.4.2	Correspondants Environnements.....	13
6	EXIGENCES DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER.....	14
6.1	Gestion des déchets.....	14
6.1.1	Principe de base	14
6.1.2	Taux de valorisation des déchets.....	15
6.1.3	Reduction à la source de la production de déchets.....	16
6.1.4	Aire de stockage	16
6.1.5	Tri et valorisation des déchets.....	17
6.1.6	Traçabilité (bordereaux de suivi des déchets et registre des déchets).....	18
6.1.7	Gestion des terrassements.....	19
6.2	Gestion des produits dangereux.....	20
6.3	Sensibilisation et information du personnel.....	21
6.4	Prise en compte du voisinage et actions de communication	22
6.5	Nuisances acoustiques	23
6.5.1	Gestion des tâches bruyantes.....	23
6.5.2	Organisation du chantier.....	23
6.5.3	Conformité des matériels de chantier.....	24
6.5.4	Protection des ouvriers.....	24
6.6	Rejets dans l'eau et le sol	26

6.7	Rejets dans l'air	27
6.8	Nuisances visuelles et propreté du chantier	28
6.9	Perturbations du trafic routier et piéton	28
6.10	Préservation de la biodiversité	28
6.11	Economies des ressources	29
6.11.1	Energie	29
6.11.2	Eau.....	29
7	RISQUE ET PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT	30
8	ANNEXES.....	32
8.1	Annexe 1 : bordereau cerfa 12571 pour le suivi des déchets dangereux	32
8.2	Annexe 2 : bordereau de suivi pour les déchets non dangereux	34
8.3	Annexe 3 : trame de pegc/soged	35
8.4	Annexe 4 : procédure en cas de pollution accidentelle ou d'incendie	38
8.5	Annexe 5 : cadre législatif et réglementaire relatif aux déchets de chantier	39
9	DESTINATION DES DECHETS ULTIMES :	44
10	LES DECHETS D'EMBALLAGES	46
11	LES DECHETS INERTES	47

1 PREAMBULE

Dans le cadre de la reconstruction de l'établissement de la Roche aux Fées à Janzé situé au croisement de la rue du Bois Rougé et du boulevard Pierre et Marie Curie, le Maître d'Ouvrage souhaite que l'opération soit réalisée avec une **démarche Haute Qualité Environnementale** selon le Référentiel HQE Etablissement de Santé V1 - Juillet 2008.

Le projet vise des niveaux de performance thématique suivants :

- **Très Performant** sur les cibles :
 - 1 : Relation du bâtiment avec son environnement immédiat
 - 7 : Maintenance et pérennité des performances environnementales
 - 12 : Qualité sanitaire des espaces
- **Performant** sur les cibles :
 - 2 : Choix intégré des produits, systèmes et procédés de construction
 - 5 : Gestion de l'eau
 - 8 : Confort hygrothermique
 - 10 : Confort visuel
- **Base** sur les autres cibles :
 - 3 : Chantier à faible impact environnemental
 - 4 : Gestion de l'énergie
 - 6 : Gestion des déchets d'activité
 - 9 : Confort acoustique
 - 11 : Confort olfactif
 - 13 : Qualité sanitaire de l'air
 - 14 : Qualité sanitaire de l'eau

Dans ce cadre, il est soumis au strict respect de cette charte Chantier à Faibles Nuisances.

*Précision : sauf indications contraires, l'entreprise désignée comme responsable du **compte prorata** dans ce présent document est l'entreprise titulaire du **lot Gros Œuvre**.*

2 OBJET – SIGNATAIRES

Le présent document décrit les exigences et recommandations visant à optimiser la gestion de l'environnement sur le chantier en minimisant ses nuisances, tant pour le personnel des entreprises du chantier que pour le voisinage et l'environnement naturel.

C'est un engagement pris par tous les intervenants du chantier : Maître d'Ouvrage, Assistants du Maître d'Ouvrage, maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, Coordonnateur SPS et responsables de toutes les entreprises (titulaire des marchés, cotraitants et sous-traitants éventuels) amenées à intervenir sur le chantier, y compris les récupérateurs et éliminateurs de déchets.

Cette charte fait partie du marché de travaux.

Les prescriptions qui y sont formulées s'imposent au titulaire du marché, à ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels.

Pour être valide, la demande d'acceptation d'un sous-traitant devra comporter l'engagement de l'entreprise à respecter les prescriptions énoncées dans le présent document.

L'engagement des signataires traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un certain nombre d'exigences concernant :

- La gestion des déchets (cf. chapitre 6.1)
- Les produits dangereux (cf. chapitre 6.2)
- La sensibilisation et l'information du personnel (cf. chapitre 6.3)
- L'information des riverains (cf. chapitre 6.4)
- Nuisances acoustiques (cf. chapitre 6.5)
- Les pollutions potentielles de site (sol, eau, air) (cf. chapitre 6.6 et 6.7)
- La pollution visuelle et du cadre de vie (cf. chapitre 6.8)
- Les perturbations de trafic routier et piéton (cf. chapitre 6.9)
- La consommation des ressources (cf. chapitre 6.11)

Certaines de ces exigences sont la traduction pure et simple de la réglementation.

D'autres traduisent une volonté du Maître d'Ouvrage d'œuvrer dans le cadre de la **Démarche HQE Etablissement de Santé V1**.

Le respect de ces exigences est obtenu par des mesures préventives, de contrôle et de correction, dans certains cas accompagnés de sanctions financières en cas de non-respect répété (cf. chapitre 7).

Chaque signataire de la présente charte s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour observer ces prescriptions.

A

Le

Mention(s) manuscrite(s) « *Lu et approuvé* »,

Signature (s) et cachet(s) de l'(des) entrepreneur(s)

3 RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier (sous-traitants, intérimaires, etc.) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur, dont les principaux textes sont rappelés ci-dessous. Cette liste est donnée à titre indicatif et n'est pas exhaustive.

Il est rappelé que les brulages à l'air libre sont interdits sur le chantier, comme hors chantier.

3.1 RAPPEL CONCERNANT LES DECHETS

La loi du 13 juillet 1992, limite la mise en décharge aux seuls déchets ultimes et impose aux "producteurs et détenteurs" (loi n° 75-633) de déchets d'adopter une approche plus volontariste (circulaire du 15/02/00).

Dans le cas des déchets de chantier, c'est en général l'entreprise intervenant sur le chantier qui a la charge de l'élimination de ses déchets, même si juridiquement la responsabilité du maître d'ouvrage peut parfois être invoquée, notamment sur certains types de déchets (amiante).

Cette responsabilité commence là où le déchet est produit, et s'étend jusqu'à l'étape finale d'élimination du déchet. Il est important de signaler que la responsabilité reste engagée au-delà de la prise en charge du déchet par un éliminateur (il est donc important de vérifier les justificatifs relatifs à l'activité des prestataires : BSD, contrat).

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, conformément à l'article L541-2 du code de l'environnement.

Certaines catégories de déchets sont cependant traitées de manière différente, comme les emballages qui doivent être valorisés conformément au décret du 13/07/1994 ou l'amiante qui doit faire l'objet d'un traitement spécial conformément à la circulaire n°96-60 ou n°97-320.

Les entreprises peuvent faire l'objet de sanctions pénales pour infraction à la loi pouvant aller jusqu'à 4 ans de prison et atteindre 150 000 € d'amende si elles (cf article L541-46 du code de l'environnement) :

- Ne sont pas capables de justifier la destination de leurs déchets
- Abandonnent ou déposent des déchets dans des conditions contraires à la loi
- Remettent leurs déchets à un exploitant non agréé
- Effectuent des transferts illicites (pas de documents de mouvement, de consentement des autorités, exportations...)
- Contaminent leurs déchets par les substances inscrites à l'annexe IV du règlement n° 850/2004
- Valorisent, recyclent, récupèrent ou réutilisent les substances inscrites à l'annexe IV du règlement n° 850/2004

3.2 RAPPEL CONCERNANT LE BRUIT

L'article R. 1337-6 du code de la santé publique indique que les bruits de voisinage résultant des chantiers prévus à l'article R. 1334-36 dudit code sont constitutifs d'une infraction de 5ème classe (1500 €) s'ils sont la conséquence d'un comportement fautif caractérisé par l'une des trois circonstances suivantes :

- Non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
- Fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit ;
- Comportement anormalement bruyant (laissé à l'appréciation des juges).

3.3 RAPPEL CONCERNANT LA SANTE ET LA SECURITE

En fonction de leurs propriétés telles qu'elles sont indiquées par la fiche de données de sécurité, les produits devront être classés et étiquetés conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008.

3.4 RAPPEL CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT

L'article 10 de la loi 92-3 du 03 janvier 1992 dite loi sur l'eau, l'article L35-8 du code de la santé publique et l'article 23 de l'arrêté du 22 décembre 1994 fixent les prescriptions techniques applicables aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et sont complétés par l'arrêté du 2 février 1998 concernant les rejets des ICPE. De ce fait, en cas de rejet des eaux de chantier dans le réseau d'assainissement, l'entreprise de Terrassement/GO devra **effectuer une demande de déversement auprès des services de la ville.**

En vertu de l'article R211-60 du code de l'environnement, le rejet d'huiles, lubrifiants, détergents, dans le réseau communal d'égouts est strictement interdit. L'entreprise prendra les dispositions permettant d'empêcher ce type de rejet (récupération et enlèvement par un repreneur agréé des huiles usagées notamment).

4 PIECES A REMETTRE PAR LES ENTREPRISES EN PHASE CONSULTATION

4.1 LISTE DES ELEMENTS A REMETTRE PAR LES ENTREPRISES DANS LEUR OFFRES

Dans le cadre de son offre, les entreprises devront remettre les éléments suivants :

- Le **Plan d'Installation de Chantier prévisionnel** (cf. chapitre 4.2) intégrant les dispositions liées à la réduction des nuisances sur la base des recommandations de cette charte (entreprise responsable du compte prorata).
- Le **Plan Environnemental de Gestion de Chantier et le Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Elimination des Déchets** (PEGC & SOGED – cf. chapitre 4.3) justifiant l'organisation mise en place pour respecter la charte chantier à faibles nuisances et l'exigence de valorisation des déchets demandée par la présente charte (entreprise responsable du compte prorata).
- Les **références de l'entreprise** sur des opérations de même nature avec une démarche ou certification environnementale (toutes les entreprises).
- Les **moyens humains mis en œuvre** pour conduire les travaux, mener à bien les études et assurer le suivi environnemental du chantier (CV du Directeur de travaux et du Responsable Environnement Chantier si ces derniers sont déjà connus) (toutes les entreprises).
- La présente charte chantier signée et paraphée (toutes les entreprises.)

4.2 CONTENU DU PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER (PIC)

Le plan d'installation de chantier (PIC) élaboré par l'entreprise en charge du compte prorata, devra intégrer les dispositions suivantes liées à la réduction des nuisances :

- Les clôtures et accès de chantier en garantissant la qualité et la propreté des voiries.
- La base vie (positionnement, contenu quantitatif en sanitaire, vestiaires, W-C, cantine).
- Les zones de manœuvre (engins de terrassement, grue, etc.), les panneaux de signalisation.
- Les aires réservées au chargement et déchargement des camions d'approvisionnement.
- Les aires de stockage des bennes à déchets en fonction de l'avancement du chantier.
- Les aires de stockage des matériaux.
- Les zones de stationnement des véhicules du chantier, notamment les véhicules des entreprises.
- L'emplacement des réseaux de chantier et leur branchement en précisant les modalités mises en place avec les concessionnaires,
- La végétation et les éléments les protégeant.
- Les systèmes de décantation pour le nettoyage des goulottes et bennes à béton.

- La localisation des compteurs énergétiques.

Ce dernier sera mis à jour suivant l'évolution du chantier et les observations émises par les différents intervenants.

4.3 CONTENU DU PLAN ENVIRONNEMENTAL DE GESTION DU CHANTIER (PEGC)

Dans leur réponse à l'appel d'offre, l'entreprise en charge du compte prorata établira un Plan Environnemental de Gestion du Chantier (cf. trame en annexe 3) dans lequel elle précisera l'organisation de chantier qu'elle envisage pour respecter toutes les dispositions prévues dans cette charte.

Elle y détaille notamment les moyens qu'elle prévoit pour :

- Gérer ses déchets (types, quantités, solutions permettant de limiter la production de déchets, moyens de valorisation et d'élimination si gestion propre).
- Eviter les nuisances acoustiques en identifiant les tâches bruyantes sur le planning des travaux (notamment pour la démolition de l'existant) et en s'engageant à utiliser des engins / matériels conformes à la réglementation en vigueur.
- Organiser les apports de matériaux et d'évacuations de déchets afin de limiter les perturbations du trafic.
- Limiter les pollutions (gestion produits polluants, émissions de poussières...)
- Maîtriser et réduire les consommations d'eau et d'énergie

4.4 CONTENU DU SCHEMA D'ORGANISATION DE LA GESTION ET L'ELIMINATION DES DECHETS (SOGED)

L'entreprise en charge du compte prorata établira dans sa réponse à l'appel d'offre un schéma d'organisation et de gestion et d'élimination des déchets (SOGED), intégré dans le PEGC (cf. trame annexe 3 au chapitre 7.3), conformément au descriptif de la présente charte et en appui du plan d'installation de chantier. Ce plan abordera les points suivants :

- Quantification prévisionnelle des déchets de chantier par catégorie (tonnage ou m³) et estimation des coûts consacrés à leur traitement
- Objectifs de valorisation matière et énergie pour chaque type de déchet produit.
- Description détaillée de la nature des déchets admissibles dans chaque benne. Cette liste sera établie d'après les exigences édictées par le récupérateur des déchets (degré de propreté)
- **Moyens et méthodologie retenus pour réaliser le tri au poste de travail et pour l'évacuation des déchets depuis le poste de travail vers les bennes de collecte du chantier, notamment pour les travaux dans les étages**

- **Mode ou procédure d'enlèvement des déchets** : systématique ou sur appel d'un responsable du chantier, mode de transport des déchets afin de minimiser les nuisances pour les riverains et la pollution atmosphérique
- **Liste des prestataires déchets pressentis**, en retenant ceux qui proposent les solutions les plus satisfaisantes sur un plan environnemental et économique. Privilégier autant que possible la valorisation à des solutions de type stockage ou incinération. **A privilégier les filières locales de traitement.**
- **Justificatifs de la destination des déchets.** Le récupérateur doit fournir la preuve écrite au Maître d'Ouvrage que les déchets qu'il prend en charge sont correctement valorisés, recyclés ou à défaut traités par enfouissement, incinération, compostage, etc., dans des installations autorisées par la réglementation à recevoir ces déchets.

La réalisation du SOGED permettra à l'entreprise en charge du compte prorata de répondre à ces points.

Le Responsable Environnement Chantier (REC) devra mettre à jour, mensuellement, un tableau récapitulatif de suivi des déchets.

Une trame de SOGED est proposée en annexe 3 au chapitre 7.3 de la présente charte. Ce dernier sera mis à jour suivant l'évolution du chantier et les observations émises par les différents intervenants.

5 RESPONSABILITES ET MISSIONS DES ACTEURS

5.1 RESPONSABILITES DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Dans le cadre de la reconstruction de l'établissement de la Roche aux Fées à Janzé situé au croisement de la rue du Bois Rougé et du boulevard Pierre et Marie Curie, le Maître d'Ouvrage souhaite que l'opération soit réalisée avec une **démarche Haute Qualité Environnementale** selon le Référentiel HQE Etablissement de Santé V1 - Juillet 2008.

Le projet vise des niveaux de performance thématique suivants :

- **Très Performant** sur les cibles 1, 7 et 12
- **Performant** sur les cibles 2, 5, 8 et 10
- **Base** sur les autres cibles

Il incombera au maître de l'ouvrage de participer au processus de gestion environnementale du chantier pour le suivi de la démarche HQE, en sa qualité de donneur d'ordre.

En cas d'écarts constatés aux exigences attendues dans le cadre de la présente charte, il sera de la responsabilité de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage de demander les justificatifs et éléments de réponses permettant de lever les écarts.

La Maîtrise d'Ouvrage doit organiser la gestion des déchets dès la phase DCE et tout au long de la durée du chantier, en se reportant à la recommandation n°T2-2000 qui explicite comment respecter la réglementation en la matière (*Cf. annexe 5 Cadre législatif et réglementaire relatif aux déchets de chantier*).

5.2 MISSION DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

Pour contrôler la bonne gestion environnementale du chantier, la maîtrise d'ouvrage se fait accompagner par la maîtrise d'œuvre dont Cap terre assure une mission de contrôle de la bonne application des prescriptions énoncées ci-après.

Cap terre animera des réunions pendant lesquelles seront abordées les thématiques de gestion environnementale du chantier, en présence de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et du Responsable Environnement Chantier (REC). Cap terre réalisera le compte-rendu.

En outre, à chaque visite de Cap terre, un tour de site sera réalisé afin de dresser un état d'avancement de la gestion environnementale du chantier et constater les éventuelles dérives sur le site.

5.3 MISSION DE L'OPC

En phase préparation, **l'OPC définira** en coopération avec les différents acteurs, **les modalités de fourniture des plans, études, fiches produits, données sur l'entretien et la maintenance** : planning prévisionnel de diffusion, circuit de diffusion, délais de validation...

Dans le cadre des réunions de chantier qu'il animera, l'OPC vérifiera le respect des exigences environnementales sur lesquelles les entreprises se sont engagées.

Les comptes rendus de chantier comprendront, un paragraphe sur les exigences environnementales où figureront à minima les thématiques suivantes, renseignées en fonction de l'avancement du chantier :

- État des lieux général du chantier (propreté, rangement...)
- Gestion des déchets (état du tri, collecte des bordereaux...)
- Pollutions éventuelles du sol et des eaux (hydrocarbure, déchets dangereux, laitances béton)
- Relevé des consommations d'eau et d'électricité : consommations suivies et maîtrisées pendant le chantier
- Suivi des remarques riverains / incidents environnementaux et des actions correctives mises en œuvre

L'OPC assurera ces fonctions durant l'intégralité du chantier.

5.4 MISSION DES ENTREPRISES

5.4.1 RESPONSABLE ENVIRONNEMENT CHANTIER (REC)

Le Responsable Environnement Chantier (REC) est désigné parmi l'entreprise responsable du compte prorata.

Il est l'interlocuteur privilégié de la Maîtrise d'Ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, et du coordonnateur SPS pour ce qui concerne la gestion environnementale du chantier.

Il est présent pour la durée de la phase du chantier pour laquelle il aura été mandaté et en cas d'absence pour quelque raison que ce soit (congrés, maladie, démission, etc.), son remplacement par une personne de niveau équivalent est immédiat.

Le REC assurera les missions suivantes :

- **S'assurer de la bonne tenue du chantier** (stockage, nettoyage, évacuation des déchets, etc.) pendant toute la durée de l'opération pour laquelle il aura été mandaté.
- **Etablir le relevé hebdomadaire des consommations d'eau et d'énergie du chantier ET de la base vie.** L'entreprise expliquera les pics de consommations et proposera des actions permettant de maintenir ou de réduire les consommations tout au long du chantier.
- **Contrôler le tri et l'évacuation des déchets.** Ainsi il renseigne à chaque demande d'évacuation d'une benne les bordereaux de suivi de déchets. Il les collecte et les archive une fois qu'ils sont complétés par le transporteur et l'éliminateur. Il veille à ce que ces bordereaux soient remplis correctement. Il s'assure qu'un **rapport** (établi par lui-même ou par le prestataire déchets) **sur les quantités et la valorisation des déchets** du chantier soit **mis à jour** et transmis **chaque mois/semaine** aux acteurs intéressés.
- **Sensibiliser les nouveaux arrivants.** A l'issue de cette sensibilisation, il leur transmettra le livret d'accueil contre la signature d'un registre de formation.

- **Tenir à jour un classeur dédié à la gestion environnementale du chantier.** L'ensemble des documents permettant le suivi des exigences appliquées sur le site y seront collectés (PEGC, bordereaux déchets, livret d'accueil, fiches techniques des engins, FDS, FDES, suivi des consommations, registre des incidents environnementaux, réclamations des riverains, feuilles d'émargement des sensibilisations). Celui-ci devra être conservé sur le site de sorte à pouvoir être consulté par la maîtrise d'ouvrage et par Cap Terre

Le Responsable Environnement Chantier effectue des visites durant toute la durée de la phase du chantier et informe CAP TERRE et l'OPC des événements environnementaux survenus à l'avancement des travaux.

5.4.2 CORRESPONDANTS ENVIRONNEMENTS

Chaque entreprise désignera un correspondant environnement qui sera chargé d'appliquer au sein de son lot les mesures préventives ou correctives, identifiées par le REC ou la maîtrise d'œuvre.

Le Correspondant Environnement aura notamment pour mission de sensibiliser les nouveaux arrivants. A l'issue de cette sensibilisation, il leur transmettra le livret d'accueil contre la signature d'un registre de formation qu'il communiquera ensuite au REC.

Il transmettra également à la MO/MOE les **documents techniques** (Plans, Etudes, Fiches matériaux, FDS, FDES, données concernant l'entretien et la maintenance, Fiche techniques des engins/matériels).

Ces éléments sont tenus à la disposition de l'ensemble des intervenants dans le classeur de chantier tenu à jour par le REC.

Dans le cas où le Responsable Environnement d'une entreprise est amené à ne plus être sur le chantier, **son remplacement doit être immédiat.**

6 EXIGENCES DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER

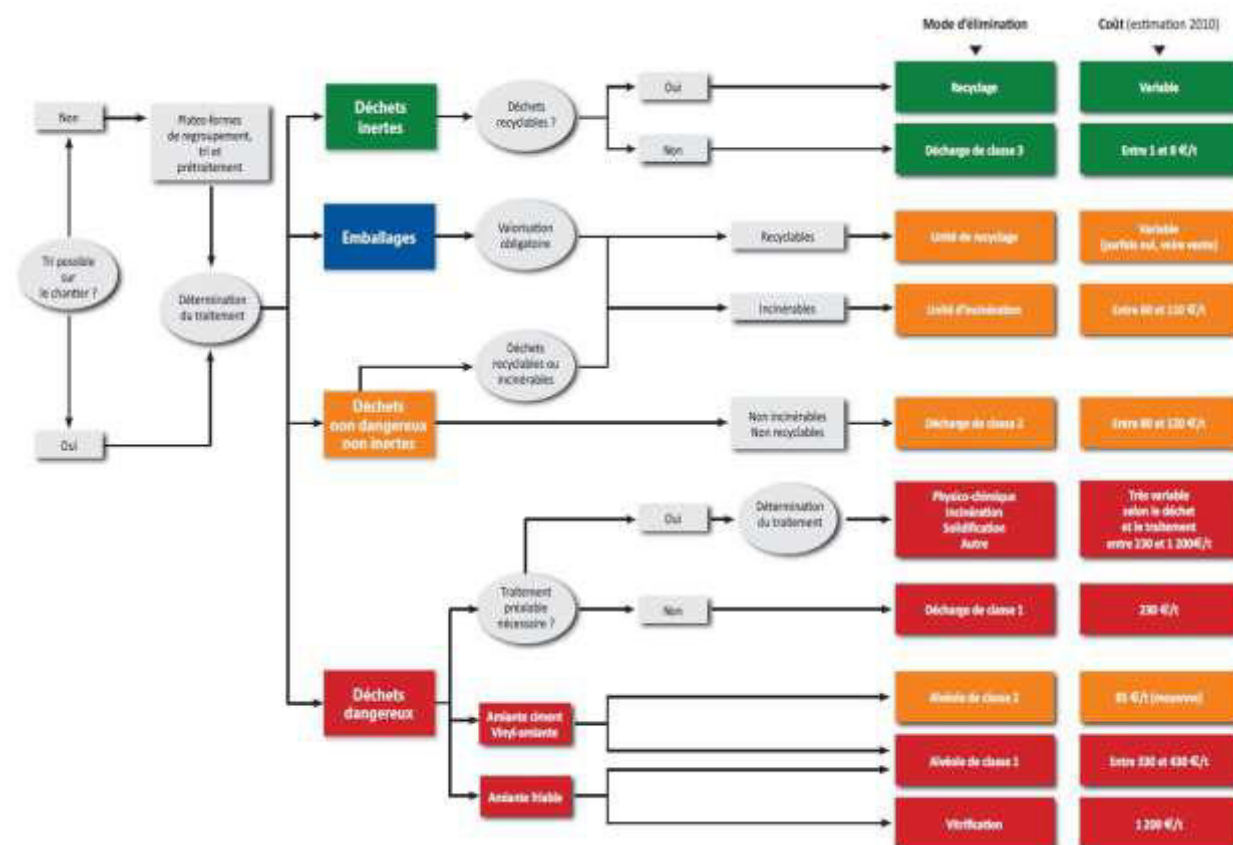
6.1 GESTION DES DECHETS

Chaque entreprise est responsable des déchets qu'elle produit et s'assure du respect du tri sélectif mis en place (cf. pénalités applicables au chapitre 6). Sa responsabilité peut être engagée lorsqu'un problème de pollution est découvert chez un récupérateur ou un exploitant d'installation de traitement dont l'origine est imputable au déchet en question. C'est le cas si l'entreprise a confié un déchet sans informer explicitement le récupérateur de ses caractéristiques et de sa nocivité ou si elle livre un déchet non conforme aux échantillons testés avant la transaction avec l'éliminateur.

L'entreprise en charge du compte prorata est responsable de la gestion des déchets du chantier jusqu'à ce qu'ils soient évacués et confiés à un prestataire agréé. L'enlèvement des bennes, leur suivi (collecte des bons d'enlèvement) et le traitement des déchets générés sur le chantier est également de la responsabilité de l'entreprise.

Si des entreprises gèrent leurs propres déchets (cas fréquent pour les lots cloisonnement et peinture), elles devront répondre aux mêmes exigences que celles appliquées à l'entreprise en charge du compte prorata, dans le cadre de la bonne gestion et du suivi de leurs déchets (collecte des bordereaux, tableau de suivi, % de valorisation, etc.).

6.1.1 PRINCIPE DE BASE



La base d'une gestion efficace des déchets est une bonne connaissance de ceux-ci mais aussi des filières de stockage et recyclage possible dans la zone d'intervention et de leur destination à la sortie du chantier.

La gestion des déchets relève d'une démarche globale à laquelle tous les acteurs du chantier : concepteur, encadrement, ouvriers doivent être sensibilisés et formés.

« Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas ». Il convient donc de limiter les déchets générés à la source en effectuant des choix avisés en matière de préparation du chantier et en phase de conception du bâtiment.

Une fois le déchet produit, la valorisation par réemploi, réutilisation, recyclage, ou toute autre action visant à obtenir, à partir de ces déchets, des matières premières secondaires ou de l'énergie doit être absolument recherchée.

La qualité des déchets détermine leur capacité à être recyclés et le non-mélange (stockage séparé) reste, lorsqu'il est possible, le meilleur moyen de la garantir.

6.1.2 TAUX DE VALORISATION DES DECHETS

La valorisation correspond à « toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets. » (Ordonnance n° 2010 2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets)

Sont donc prises en compte :

- La valorisation énergétique (par incinération) : Récupération de calories par combustion
- La valorisation matière : Réemploi, Réutilisation, Recyclage, Régénération

Objectifs :

Les chartes chantier (curage et construction) préciseront que 65% de la masse totale des déchets générés en kg/an devront être valorisés par le biais d'une valorisation matière. Cette valeur est imposée par la loi de transition énergétique de l'année 2015.

Justifier les dispositions prises pour limiter la masse de déchets de chantier (modes constructifs, conditionnement des produits...)

Les quantités de valorisation des déchets sont exprimées en kg/an. Les données doivent être renseignées pour une période de 12 mois consécutive. Pour les données réelles, la période retenue doit correspondre à l'exercice le plus proche de la date de votre évaluation, avec une tolérance de quelques mois.

Pour répondre au référentiel HQE Etablissement de Santé VI niveau Base, le taux de déchets de chantier valorisés doit être de 50 % minimum. Avec un taux imposé par la loi de transition énergétique de 65%, le niveau atteint du référentiel HQE Etablissement de Santé est le niveau Performant.

6.1.3 REDUCTION A LA SOURCE DE LA PRODUCTION DE DECHETS

Chaque entreprise doit prévoir les moyens pour réduire sa production de déchets sur le site :

- Veiller à éviter toutes les démolitions non signalées et non prévues car ils sont sujets à générer des déchets et des nuisances de chantier qui peuvent être évités avec une bonne préparation.
- Stocker soigneusement et peu de temps les matériaux et produits sensibles visant à être recyclés, à l'abri des intempéries et du soleil, en évitant les risques de dommages. En prendre soin lors des manutentions et éviter les transports inutiles.
- Pour rentrer dans une démarche « zéro papier = zéro déchet », on cherchera à faire transiter le maximum d'information par informatique.
- Un calepinage soigné des matériaux de construction réalisé par l'entreprise serait apprécié, afin de s'assurer que les dimensions des matériaux/modules sont prévues pour répondre aux caractéristiques du projet.
- Choisir, pour l'approvisionnement en matériel/matériaux, le fournisseur le plus satisfaisant d'un point de vue technique, environnemental et économique en privilégiant ceux qui appliquent une démarche de réduction des emballages, recyclage, provenance des matériaux, consignation...
- Privilégier des techniques constructives permettant de réduire la production de déchets sur le chantier (récupération des briques existantes de la façades déconstruite du viaduc des arts, préfabrication en usine, utiliser des outils formels de calepinage, utilisation des réservations réutilisables...)
- Préférer les achats de produits en vrac lorsque cela est possible.
- Utiliser des emballages consignés.
- Utiliser la possibilité qu'offrent les fabricants de reprendre certains déchets pour les réintroduire dans les cycles de production.

6.1.4 AIRE DE STOCKAGE

- Les lieux de stockage seront facilement accessibles pour les ouvriers et pour les camions chargés de leur enlèvement (espace suffisant pour permettre des manœuvres aisées).
- Pour limiter les déplacements des ouvriers, plusieurs aires de stockage peuvent être mises en place, dont la localisation pourra varier en fonction de l'avancement du chantier, afin de rester proche des lieux de production des déchets.
- Des containers pourront aussi être mis en place pour permettre une collecte sélective directement au niveau du poste de travail (type bacs à roulettes, éventuellement compartimentés). Ces containers seront vidés dans les bennes au minimum une fois par jour, par exemple en fin de journée. **Le mélange de déchets à trier sélectivement ne sera pas accepté, même temporairement.**
- Les endroits visibles seront privilégiés pour le stockage des bennes, afin de faciliter le contrôle visuel de leur contenu.
- Les aires seront organisées pour éviter que des personnes étrangères au chantier ne viennent déposer d'autres déchets susceptibles de souiller les déchets triés.

- Si l'aire de stockage est proche de la limite du chantier, les bennes devront être masquées à la vue des riverains par une palissade de hauteur suffisante ou par toute disposition équivalente (abris,...).
- Les emplacements des lieux de stockage seront repérés sur le plan d'installation de chantier (PIC).

6.1.5 TRI ET VALORISATION DES DECHETS

L'entreprise en charge du compte prorata, est responsable de la mise en œuvre des bennes de tri.

Les Correspondants Environnement sont chargés de sensibiliser leurs compagnons au bon respect du tri mis en œuvre.

Les déchets produits par le chantier seront triés et collectés pour chercher à respecter à minima l'organisation suivante :



Il est laissé à l'entreprise la liberté de minimiser le nombre de bennes uniquement si une partie du tri est réalisé en centre spécialisé après enlèvement des déchets par un récupérateur spécialisé. Dans ce cas, l'entreprise devra justifier auprès du Maître d'Ouvrage les dispositions prises pour assurer le respect des filières de traitement précédemment citées.

En revanche, les déchets dangereux devront impérativement être triés sur site. Ils doivent être stockés dans des containers spécifiques fermés et étanches, et éliminés par un prestataire agréé.

Dans tous les cas la réglementation sanitaire impose que les déchets alimentaires des cantonnements soient séparés des déchets de chantier. Ces derniers doivent être stockés dans des containers fermés spécifiques et éliminés dans la filière ordures ménagères (contrat à passer avec la commune ou avec un prestataire privé). Si plusieurs bacs sont proposés, le chantier devra se conformer aux mesures de tri mises en place par la ville ou le prestataire déchets.

Il sera privilégié autant que possible les filières locales de valorisation des déchets.

Le décret n°94-609 du 13 juillet 1994 précise que **les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation** par réemploi, le recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie (*article R. 543-67 du Code de l'Environnement*).

Un conteneur spécifique permettant la récupération des déchets d'emballage doit être mis en place en vue de leur valorisation, ou à défaut l'entreprise justifiera de la valorisation de cette catégorie de déchets, conformément à la réglementation (*articles R. 543-69 et R. 543-74 du Code de l'Environnement*).

6.1.6 TRAÇABILITE (BORDEREAUX DE SUIVI DES DECHETS ET REGISTRE DES DECHETS)

L'entreprise en charge du compte prorata, est responsable de l'organisation de la collecte, du contrôle du tri et de l'évacuation des déchets. Ainsi, à chaque évacuation d'une benne les bordereaux de suivi sont renseignés et remis au prestataire chargé de leur enlèvement. Un double est conservé sur le chantier.

Cette disposition concerne également les entreprises qui prendront éventuellement en charge la gestion de leurs déchets (peintre, plaquiste, éancheur...).

Pour le suivi des déchets dangereux, le formulaire réglementaire CERFA 12571, joint en annexe 1, sera obligatoirement utilisé (BSDD).

Pour le suivi des déchets non dangereux, la traçabilité peut être assurée en complétant le bordereau de suivi des déchets (BSD) fourni en annexe 2, en mentionnant le type de déchets collectés, conformément à la codification des déchets¹. Les bons d'enlèvements associés aux bons de pesées pourront également faire office de BSD, dans la mesure où le suivi des quantités produites (en kg) est effectif pour chaque catégorie de déchets non dangereux.

Lorsque les bordereaux sont complétés par le collecteur – transporteur et l'éliminateur, ils sont retournés et archivés sur le chantier.

En synthèse, le REC tient à jour mensuellement le tableau de bord de gestion des déchets, maintenu à disposition sur le chantier, permettant un inventaire exhaustif des enlèvements de déchets identifiant par benne la date de départ du chantier, les quantités collectées, les éventuels incidents de tri signalés par le récupérateur ainsi que les bordereaux correspondants dûment complétés.

Si le prestataire déchet fournit un rapport mensuel sur la quantité et la valorisation des déchets produits par le chantier celui-ci pourra faire foi de tableau de bord de gestion des déchets après validation de Cap terre.

Ce tableau de bord fera l'objet d'une note de synthèse transmise au Maître d'Ouvrage en fin de chantier comprenant notamment les quantités et volumes produits par type de déchets en les comparant aux valeurs évaluées au démarrage du chantier.

Conformément à l'article **R541-43 du code de l'environnement**, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets doivent tenir à jour **un registre**

¹ Codification déchets décrite dans l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

6.1.7 GESTION DES TERRASSEMENTS

Rappel réglementaire (circulaire du 24 décembre 2010) :

« Dès lors que les terres sont évacuées du site de leur excavation, ces dernières prennent un statut de déchet ».

Dans la mesure du possible, il est demandé de privilégier la réutilisation des terres excavées sur site ou la valorisation hors site.

En cas d'évacuation de terres polluées, l'entreprise éliminera les terres concernées conformément à la réglementation en vigueur.

Un bilan justifiant les quantités de terres excavées/réutilisées/apportées et évacuées sera demandé à l'entreprise, comportant les informations suivantes :

- Terres excavées : volume ou tonne
- Terres réutilisées sur site : volume ou tonne
- Terres apportées sur site (compris sablons et gravats) : volume ou tonne et justificatif de l'origine (site de production, adresse, distance)
- Terres évacuées hors site (assimilé à un déchet) :
- Si évacuation vers une installation de stockage des déchets, fournir les BSD indiquant le type de déchets (inertes, non dangereux ou dangereux), le volume ou le tonnage et l'exutoire (adresse et distance)
- Si valorisation hors site, justifier la valorisation ou fournir un bordereau de suivi des terres réutilisables (BSTR) en indiquant le volume valorisé et le site receveur.

Avant d'évacuer des terres excavées « hors site d'origine » en installation de stockage de déchets – notamment en l'absence de sites receveurs ou de plateformes de regroupement – il est nécessaire de demander un accord ou une autorisation préalable au gestionnaire de ce type d'installation, par le biais d'un CAP (certificat d'acceptation préalable).

Pour information, le site TERRASS, géré par le BRGM, permet de mettre en relation les « producteurs » et demandeurs de terres afin de valoriser les terres évacuées hors site.

6.2 GESTION DES PRODUITS DANGEREUX

La gestion des produits dangereux devra se conformer aux prescriptions du PGC établi par le coordonnateur SPS.

Tous les produits dangereux utilisés sur le chantier doivent être recensés et identifiés.

Les pictogrammes existants permettant d'identifier les produits dangereux sont les suivants



« Je nuis gravement à la santé »



« Je tue »



« Je ronge »



« Je suis sous pression »



« J'altère la santé ou la couche d'ozone »



En fonction de leurs propriétés telles qu'elles sont indiquées par la fiche de données de sécurité, les produits devront être classés et étiquetés conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008.

Les produits moins nocifs (Xi, irritants) seront tolérés sous réserve que toutes les précautions soient prises lors de leur mise en œuvre et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures susceptibles de gêner les occupants.

La fiche de donnée de sécurité (FDS) de chaque produit dangereux entrant sur le chantier sera fournie et archivée dans un classeur tenu à disposition en permanence sur le chantier. A défaut d'existence de FDS, un courrier du fournisseur attestant son inexistence devra être fourni.

Les déchets dangereux devront être éliminés en filières spécifiques par un prestataire agréé avec transmission des BSDD (cf. rubrique gestion des déchets).

La santé et sécurité des compagnons sera maîtrisée avec la mise en place des mesures suivantes :

- Bennes à déchets dangereux éloignées des bungalows
- Bidons stockés sur bac de rétention, même non-entamés
- Autre

6.3 SENSIBILISATION ET INFORMATION DU PERSONNEL

Avant toute intervention sur le chantier, tout nouvel arrivant (responsables sur le chantier de l'entreprise, titulaires intervenants sur les différents lots et cotraitants éventuels sous-traitant) doit être sensibilisé au respect des exigences environnementales du chantier.

Cap terre présentera au Responsable Environnement Chantier et aux correspondants environnementaux les exigences de la charte chantier à faibles nuisances et arrêtera les modalités d'application (à confirmer).

Les entreprises transmettront, à chacun de leur compagnon, un livret d'accueil abordant la qualité, la sécurité et l'environnement. Des 1/4 sécurité/environnement seront mis en place pour les sujets spécifiques tels que le rappel des bonnes pratiques de tri, relatifs aux consommations et à la manipulation de produits dangereux.

Un exemple de volet environnemental du livret d'accueil, mis au point par Cap terre, récapitulant les dispositions de la charte pourra être utilisé par les responsables de lot à destination de leurs compagnons.

Le REC sensibilisera les Correspondants Environnement de chaque entreprise, qui eux-mêmes devront transmettre l'information aux nouveaux arrivants sur le chantier : objectifs de la collecte sélective des déchets de chantier, les exigences de propreté, de respect des horaires, de bruit et de circulation et les interdictions de rejet dans l'air, dans l'eau ou/et le sol. A l'occasion de cette sensibilisation, ces Correspondants Environnements transmettront contre signature d'un registre de formation, le livret d'accueil aux nouveaux arrivants. Ce registre sera enfin transmis au REC, qui l'archivera et le conservera sur le chantier.

L'entreprise en charge de la gestion des déchets (ou en charge du compte prorata) disposera à l'entrée du chantier, sur les lieux de passage et à proximité des cantonnements des panneaux rappelant les consignes de la charte et les principales exigences relatives au bruit, au tri des déchets et aux économies d'énergie et d'eau.

En particulier, les **bennes à déchets seront clairement identifiées** par une couleur, un numéro, un pictogramme identique ou équivalent à ceux édités par la Fédération Française du Bâtiment (FFB) ou une représentation (dessin ou photo) des déchets qui y sont collectés.

Ces panneaux seront maintenus en bon état de propreté durant la totalité du chantier.

L'ensemble des pictogrammes déchets sont téléchargeables sur le site : <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/signaletique.asp>

6.4 PRISE EN COMPTE DU VOISINAGE ET ACTIONS DE COMMUNICATION

« Une nuisance expliquée est mieux acceptée qu'une nuisance subie sans explication »

Une information du voisinage pourra avoir lieu au démarrage des travaux pour présenter les dispositions prises afin de maîtriser les nuisances de chantier. L'entreprise se tiendra à la disposition de la Maîtrise d'Ouvrage pour lui apporter son concours dans l'organisation de cette information.

Un affichage sera mis en œuvre sur la palissade de chantier présentant l'architecture du bâtiment, l'activité prévue dans le futur bâtiment, les phases du chantier avec les principales nuisances et leurs durées estimées ainsi que les moyens mis en œuvre pour limiter leurs impacts.

Par ailleurs une adresse email spécifique au chantier sera mise en place et indiquée sur cette lettre.

Une boîte aux lettres dédiée au recueil des remarques écrites sera installée par le REC à l'entrée de l'opération. Elle devra aussi être accessible aux ouvriers.

La collecte des remarques et le processus de diffusion des réponses apportées sera établi sur demande et validation de la maîtrise d'ouvrage.

Le REC mettra en place et tiendra à jour un registre recueillant les remarques émanant de personnes extérieures au chantier (riverains,) si celles-ci sont directement adressées à tout personnel du chantier. Ce document fera apparaître clairement la date de dépôt de la remarque, son sujet, sa nature (plainte, réclamation, commentaire...) et le support de cette remarque (registre, lettre, oral,), le nom du dépositaire et celui à qui elle s'adresse et la réponse apportée. Un état de la mise à jour de ce registre sera réalisé lors des réunions mensuelles.

Les entreprises se tiendront à la disposition du maître d'œuvre pour qu'il puisse traiter toute remarque dans la semaine qui suit son dépôt. Cet avancement devra être indiqué au compte-rendu de chantier.

Les responsables des entreprises devront se tenir à la disposition de la maîtrise d'ouvrage si des réunions d'information des riverains ou des élus de la commune sont nécessaires (nombre de réclamations trop importantes par exemple). Les remarques des riverains devront être prises en compte pour l'évolution du chantier.

6.5 NUISANCES ACOUSTIQUES

Les nuisances acoustiques doivent prendre en compte les nuisances vibratoires.

Les entreprises proposeront avant tout démarrage de travaux une méthodologie de démolition ou de construction en tenant compte des problèmes de transmissions acoustiques et vibratoires : les marteau-piqueurs, brise-béton et BRH sont proscrits au profit du sciage et/ou du grignotage par pince à béton).

Il sera nécessaire d'utiliser du matériel de chantier adapté :

- Privilégier des engins insonorisés ;
- Vérification du matériel réalisée par le service matériel (pastille verte) et des contrôles acoustiques sur matériel générateur de bruit (ex : mini pelle...) ;
- Utilisation en priorité de matériel à énergie électrique ;
- Utilisation au maximum de matériaux prédécoupés et préfabriqués en atelier pour limiter les découpes sur chantier,
- Utilisation si possible de banches à tiges filetées pour le gros œuvre ;

6.5.1 GESTION DES TACHES BRUYANTES

En préparation de chantier, les entreprises devront trouver la meilleure organisation pour limiter les nuisances et informer la Maîtrise d'Ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le voisinage des modalités mises en place. En réunion de chantier, les entreprises devront tenir informé la maîtrise d'œuvre de la mise en application des dispositions prévues au PEGC.

Si des tâches nécessitent l'utilisation de matériel bruyant non identifié au démarrage, l'entreprise devra informer la maîtrise d'œuvre des moyens qu'elle met en place pour prévenir le risque de nuisances.

En présence de riverains, il est demandé à l'entreprise d'**établir un planning des phases bruyantes et détailler les dispositions prises** (organisation, type d'engin, matériel...) pour limiter ces nuisances acoustiques.

6.5.2 ORGANISATION DU CHANTIER

Les entreprises devront donc préalablement à toute intervention s'assurer que les moyens proposés permettront de respecter les plages horaires fixées par la ville de Janzé.

Ces horaires pourraient être réévalués à la baisse en fonction des remarques du voisinage et en concertation avec les entreprises.

En dehors de ces périodes, les travaux sont interdits sauf dérogation préfectorale à obtenir auprès des services de police compétents et à afficher sur chantier pendant la durée des travaux. Un exemplaire de cette demande devra être adressé en copie à la Maîtrise d'Ouvrage et comporter les informations suivantes : nature des travaux, type de matériel utilisé, chantier concerné, durée d'application de la dérogation.

L'entreprise devra donc préalablement à toute intervention s'assurer que les moyens proposés permettront de respecter la réglementation locale.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que :

- Les services de police peuvent constater les infractions même sans mesurer les niveaux sonores atteints, en contrôlant les distances d'utilisation par rapport aux habitations, en se faisant présenter les documents d'homologation, en contrôlant les marques d'identification des engins et le bon fonctionnement des dispositifs d'insonorisation.
- Le décret 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique fixe des moyens minimaux à respecter à défaut desquels une sanction est applicable. Les conséquences pécuniaires de ces sanctions sont entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné.

Pour minimiser les émissions sonores, il est notamment demandé aux entreprises :

- Une organisation des équipes et du matériel pour planifier et accomplir les tâches les plus bruyantes au même moment sur une durée plus courte,
- De prévoir des équipements et des matériels insonorisés,
- De préférer les engins de chantier qui minimisent les émissions de bruit,
- De positionner les équipements fixes, éloignés des zones les plus sensibles au bruit,
- D'organiser le chantier pour éviter la marche arrière des engins de chantier,
- D'utiliser de préférence une grue dont le moteur est placé en partie basse,
- D'utiliser une liaison radio pour communiquer avec le grutier et des talkies walkie d'une manière générale,
- D'implanter, lorsque c'est possible, les locaux de chantier ou les zones de stockage de manière à ce qu'ils jouent un rôle d'écran acoustique avec les zones sensibles au bruit,
- D'éviter au maximum les reprises au marteau piqueur sur du béton sec et ce en effectuant une synthèse rigoureuse des réservations à réaliser.

6.5.3 CONFORMITE DES MATERIELS DE CHANTIER

L'entreprise a pour obligation de travailler avec du matériel en bon état, conforme à la réglementation en vigueur².

En particulier, le matériel doit posséder le marquage « CE » et l'indication du niveau de puissance acoustique garanti.

Pour tout matériel mis sur le marché avant le 3 mai 2002, c'est l'arrêté du 12 mai 1997 qui s'applique.

6.5.4 PROTECTION DES OUVRIERS

Les entreprises devront respecter les prescriptions du PGC établi par le coordonnateur CSPS concernant le port des EPI et notamment :

² Réglementation sur le matériel et les engins de chantier, cadrée par l'arrêté du 18 mars 2002, (transcrit la directive européenne 2000/14/CE du 8 mai 2000).

- Sensibiliser les ouvriers aux atteintes irréversibles des bruits de chantier sur leur capacité auditive, en collaboration avec la médecine du travail,
- Généraliser le port de protections individuelles, surtout pour les ouvriers travaillant en poste fixe.

De plus, le chantier doit laisser à disposition un nombre suffisant d'EPI pour les visiteurs du chantier.

Un distributeur à EPI pourra être installé.

6.6 REJETS DANS L'EAU ET LE SOL

Afin d'éviter le rejet des eaux de chantier dans le réseau d'assainissement, l'entreprise de GO devra effectuer une demande de déversement auprès des services de la commune de Janzé. Si nécessaire, une convention de rejets des eaux de chantier sera mise en place précisant les débits rejetés et les prétraitements éventuels à mettre en œuvre.

Comme spécifié dans la réglementation³ le rejet d'huiles, lubrifiants, détergents, dans le réseau communal d'égouts est strictement interdit. L'entreprise prendra les dispositions permettant d'empêcher ce type de rejet (récupération et enlèvement par un repreneur agréé des huiles usagées notamment).

En l'absence d'un réseau communal de collecte des eaux usées, les eaux usées et les eaux vannes provenant du chantier devront être traitées par un dispositif d'assainissement autonome avant leur rejet au milieu naturel.

Des systèmes de décantation seront obligatoirement mis en place afin de traiter les eaux chargées en laitances (pour centrales à béton / mortier et podium de lavage des bennes).

Si le lavage des camions et des toupies béton est prévu sur le site, une aire de lavage bétonnée avec décantation et séparateur hydrocarbure sera mise en œuvre.

Il sera également mis en place des bacs avec une rétention suffisante, réservés aux stockages des produits liquides dangereux du chantier (huile de décoffrage, hydrocarbures, solvants, produits d'étanchéité, carburants, etc.).

L'entreprise mettra en œuvre les moyens nécessaires pour éviter les déversements, accidentels ou pérennes, de produits polluants ; à savoir aires bétonnées étanches, bacs de rétention, dispositions spécifiques pour le ravitaillement des engins, recours à des produits peu nocifs, ...

L'entreprise tiendra à disposition sur le chantier un kit de traitement des déversements accidentels. Une formation (¼ d'heure environnement par exemple) sur l'utilisation du kit pourra être donnée aux ouvriers en début de chantier. Le kit sera disponible pour toutes les entreprises du chantier.

Les sols souillés par des produits déversés accidentellement dans le sol seront évacués vers un lieu de traitement agréé. A défaut, ces sols seront placés dans la benne à déchets dangereux.

Une aire spécifique pour l'entreposage temporaire de terres polluées éventuellement découvertes à l'avancement du chantier, ou en cas de déversement accidentel, sera créée à proximité des bennes (bâche de protection contre la pluie à mettre en œuvre).

L'huile de décoffrage utilisée devra respecter à minima un classement SYNAD « Pur Végétal » (3 gouttes pour les critères hygiène, COV et biodégradabilité), ou techniquement équivalent soit : concentration en composés végétaux > 95% et biodégradabilité minimum de 60% à 28 jours selon NF EN ISO 9408 - OCDE 301 F. Le stockage sera effectué sur rétention étanche avec une protection contre la pluie.

³ Article R211-60 du code de l'environnement

6.7 REJETS DANS L'AIR

L'entreprise veillera à respecter les dispositions réglementaires pour limiter la pollution de l'air et pour la mise en œuvre des matériaux émettant des fibres et des particules.

Elle veillera également à limiter l'envol des poussières. En effet, les poussières contribuent aux nuisances subies à la fois par les riverains et par les ouvriers eux-mêmes. Pour cela, il convient de veiller à la propreté du chantier : les aires à l'air libre doivent être régulièrement balayées, les poussières collectées et vidées dans la benne de déchets inertes.

En période sèche, les travaux générateurs de poussières pourront être réalisés après arrosage superficiel des surfaces concernées et ceci autant de fois que nécessaire pour minimiser les envols de poussière. Des brumisateurs ou des bâches anti-poussières pourront également être installés pour éviter la propagation des poussières.

Les envols de matériaux seront évités en adaptant les techniques de démolition et de construction (pas de découpe de polystyrène expansé sur le chantier autant que possible).

Les stockages de matériaux légers (bennes à déchets notamment) seront munis de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets.

Les matériels électriques seront préférés aux matériels thermiques et l'équipement sera éteint lorsqu'il n'est pas utilisé.

Les machines seront équipées d'aspirateurs munis de filtres à particules

L'entreprise mettra en œuvre les dispositions suivantes afin de fournir une bonne **qualité de l'air intérieur** pendant la construction et une fois la construction achevée et les occupants emménagés dans l'immeuble :

- Protéger les équipements de ventilations de la poussière et des odeurs (stockage des gaines à l'abri de la poussière, calfeutrement des conduits en attente, protection des diffuseurs d'air...).
- Maintien en bon état des conduits de ventilation en évitant l'accumulation de poussière, inspection régulière des réseaux aérauliques.
- Utiliser des produits à faibles émissions de COV et limiter les sources d'émission (peintures, colles, gaz d'échappement, éviter les engins thermiques...).
- Utiliser des produits en contact avec l'air intérieur avec un étiquetage A+ justifiée sur la base d'un rapport d'essai ou disposant d'un label précisant les niveaux de pollution de chaque matériau.
- Protéger les matériaux absorbants (isolant, textiles, cloisonnement...) de l'eau et de la poussière.
- Programmer les activités polluantes avant d'installer les matériaux absorbants.
- Nettoyer toutes les zones intérieures avant la mise en marche de la ventilation.
- Mettre en marche la ventilation mécanique à haut débit avant l'installation des occupants et procéder au changement des filtres encrassés avant l'emménagement des occupants.

6.8 NUISANCES VISUELLES ET PROPRETE DU CHANTIER

Etant donné les vues portées sur l'opération depuis l'environnement immédiat, les responsables des travaux veilleront à la propreté et l'aspect général du site pour assurer une image satisfaisante vu de l'extérieur du chantier.

L'entreprise prévoira :

- L'entretien hebdomadaire du chantier et de ses abords ainsi que le respect du règlement sanitaire départemental.
- Un dispositif de nettoyage des roues des véhicules aménagé avant la sortie du chantier pour éviter les salissures sur la voirie publique et le nettoyage régulier des accès au chantier si ce dispositif se révèle insuffisant.
- L'organisation du stationnement de tous les véhicules (VL, VI, PL, engins) et le nettoyage des aires de stationnement des engins.
- Le nettoyage en fin de journée des zones de travail de tous les corps d'état (notamment collecte des déchets).
- Le maintien en bon état de la clôture du chantier. Les graffitis éventuels seront effacés.
- L'organisation et le balisage des zones de stockage.

Les bennes à déchets seront couvertes avant évacuation afin d'éviter l'envol des déchets.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire modifier tout ou partie des éléments conduisant à une dégradation évidente et irréfléchie de l'esthétique sur l'environnement.

6.9 PERTURBATIONS DU TRAFIC ROUTIER ET PIETON

L'entreprise prendra toutes mesures nécessaires, tant auprès des autorités locales, des concessionnaires que des usagers, visant à assurer que leurs travaux (y compris la rotation des bennes à déchets) n'induisent pas de perturbations sur les trafics routiers, piétons ou cyclistes.

Le recours à des transports programmés, la mise en œuvre de plans de circulation adaptés aux phases du chantier (aucune manœuvre et aucun déchargement à l'extérieur du chantier) seront mis en œuvre par l'entreprise.

Ceux-ci seront cohérents avec l'organisation de la circulation aux abords du chantier pour les travaux de voirie extérieurs. Pour faciliter la gestion, l'entreprise s'engage à réaliser un planning de livraison et à indiquer en réunion de chantier les approvisionnements qu'elle prévoit chaque semaine afin d'organiser la coordination avec les entreprises extérieures au chantier et éviter les temps d'attente.

Une communication et signalétique pour les gênes du trafic, propreté de la voirie autour du chantier sera mise en place.

6.10 PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE

Les arbres, plantes, parterres de fleurs, haies et gazons seront protégés des agressions mécaniques et de la poussière.

6.11 ECONOMIES DES RESSOURCES

Il est demandé aux entreprises travaux de faire particulièrement attention aux consommations d'eau et d'énergie (électricité et ressources fossiles, carburant) sur le chantier.

Des compteurs d'eau et d'électricité différenciés seront mis en place par l'entreprise responsable du compte prorata afin de pouvoir suivre de façon indépendante les consommations du chantier et de la base vie.

En phase de préparation de chantier, l'entreprise en charge de l'installation de la base vie communiquera les caractéristiques des bungalows indiquant les performances énergétiques et en termes de consommation d'eau : type de robinetterie, performance thermique, type d'éclairage et gestion...

Le REC effectuera les relevés hebdomadaires a minima des consommations, réalisera des suivis et devra faire une analyse des pics constatés. Des dispositions devront être prises en cas de surconsommations décelées.

L'entreprise en charge du compte prorata devra prendre des mesures pour limiter l'usage de l'eau et de l'énergie à la source.

Pour chaque poste des objectifs de consommations à respecter sont indiqués, basés sur des retours d'expérience de chantiers équivalents. L'entreprise devra faire en sorte de respecter ces seuils qui pourront être réajustés en cours de chantier.

6.11.1 ENERGIE

A minima, les dispositions suivantes seront mises en place :

- Détection de présence pour l'éclairage de la base vie.
- Lampes basse consommation dans les baraquements asservis à une horloge et à un détecteur crépusculaire.
- Fermes portes sur les cantonnements.
- Effectuer une ronde de fin de journée pour pallier les oublis d'arrêts des appareils d'éclairage.
- Armoire électrique de régulation sur bungalows (programmation du chauffage, régulation horaire de l'éclairage).
- Contacts de feuillures sur les fenêtres de la base vie pour couper le chauffage si les fenêtres restent ouvertes.

6.11.2 EAU

A minima, les dispositions suivantes seront mises en place :

- Systèmes hydro-économes dans la base vie (robinets temporisés, WC avec chasse d'eau double débit, douches équipées de limiteurs de débit...)
- Vérification quotidienne de chaque point d'eau pour pallier les oublis de fermeture des points de puisage
- Tuyaux raccordés avec des raccords rapides évitant les fuites.
- Electrovanne après le compteur à eau, programmée sur les horaires de chantier afin d'éviter les fuites (à confirmer)
- Au bout des tuyaux, mise en place de dispositifs permettant l'arrêt automatique du jet en cas de non-utilisation, dispositif de type stop net (à confirmer).

7 RISQUE ET PENALITES EN CAS DE NON-RESPECT

Les risques encourus sont importants (cf. article L541-46 du Code de l'Environnement) :

- Sanctions pénales pour infraction à la loi pouvant aller jusqu'à 4 ans de prison (la responsabilité peut être recherchée jusqu'à trois ans après) et atteindre 150 000 € d'amende,
- Sanctions civiles, en cas de responsabilité contractuelle ou délictuelle prenant la forme d'injonctions de faire ou de versements de dommages et intérêts.

En cas de manquement aux obligations énoncées dans ce document, l'entreprise ou les entreprises responsable(s) du désordre accepte(nt) le principe de l'action correctrice immédiate et à ses/leurs frais.

Ces pénalités seront appliquées à chaque infraction constatée et se cumuleront en cas d'infractions répétées (à valider avec la MOA) :

Dépôt de déchet(s) dans une benne non appropriée	100 euros HT
Dépôts sauvages ou enfouissement de déchets	100 euros HT
Non fourniture d'un bordereau de suivi déchets	100 euros HT
Stockage de produits ou matériels en zone interdite	100 euros HT
Matériel de chantier non conforme	100 euros HT / jour de présence
Non-respect du plan de circulation	100 euros HT
Nettoyage non effectué	100 euros HT / jour de nettoyage 100 euros HT par véhicule
Non-respect de toute autre disposition de la charte	100 euros HT

Pénalités à faire valider par la Maîtrise d'Ouvrage (et avec l'OPC si connu au moment du DCE) et à intégrer au CCAP et/ou CCAG du marché de travaux :

Dépôt sauvage, enfouissement ou brûlage de déchets sur le chantier	500 € HT/constat
Déversement de produits dangereux, toxiques ou polluants sur le sol ou dans les égouts	500 € HT/constat
Non-respect des consignes de tri des déchets – dépôt de déchets dans une benne non appropriée	100 € HT/constat

Déclassement d'une benne à déchets par le prestataire déchets sur constat de la présence de déchets non admissibles par la benne concernée	Chaque entreprise identifiée comme responsable du déclassement de la benne aura à sa charge le surcoût appliqué à la benne par le prestataire déchet (surcoût par rapport à une benne correctement triée). Si plusieurs entreprises sont concernées pour une même benne déclassée, la répartition du surcoût sera calculée par le Pilote (OPC).
Bordereau de suivi de déchets non fourni ou mal renseigné	100 € HT/bordereau
Stockage de produits ou matériels en zone interdite ou dans des conditions pouvant mettre en danger un ou plusieurs intervenants du chantier	1000 € HT/constat du SPS
Stockage de produits ou matériels en zone interdite ou dans des conditions pouvant nuire aux qualités techniques ou environnementales de ces produits ou du chantier	200 € HT/constat
Dégradation/salissures excessives sur les voiries à proximité des accès au chantier	100 € HT/constat
Nuisances sonores en dehors des horaires d'ouverture du chantier	100 € HT/constat
Arbre détérioré	500 € HT/constat
Nettoyage de poste(s) de travail non effectué	100 € HT/J de constat
Non-respect des plans de circulation et de stationnement du chantier	100 € HT/constat
Absence non-justifiée aux réunions spécifiques de gestion environnementale du chantier programmées par Cap terre (à confirmer)	100 € HT/absence constatée
Non production/fourniture de documents de suivi de la qualité environnementale des matériaux de construction (Fiches de Données Sécurité, Fiches techniques, Certificats, labels, etc.)	100 € HT/document demandé par un des membres de l'équipe de Conception-Réalisation
Non-respect de toute autre exigence environnementale contenue dans les pièces Marché	200 € HT/constat

Ces pénalités seront appliquées par le Pilote (OPC), sur constat de ce dernier, du MO, de l'Utilisateur, du SPS, ou du BET Environnemental.

Un tableau de suivi des pénalités sera tenu par le Pilote ou le maître d'œuvre d'exécution et des retenues sur les situations de travaux seront appliquées autant de fois que nécessaire.

Les pénalités ci-dessus ne sont pas exclusives des autres pénalités prévues dans les autres pièces du Marché, ainsi que des préjudices éventuels subis par le MO et les amendes légales de Police qui restent applicables.

8 ANNEXES

8.1 ANNEXE 1 : BORDEREAU CERFA 12571 POUR LE SUIVI DES DECHETS DANGEREUX



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° : <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (joindre annexe 1) <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (joindre annexe 2) <input type="checkbox"/> Autre détenteur		2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui (cadres 13 à 19 à remplir) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : <input type="text"/> Adresse : <input type="text"/> Tél. : <input type="text"/> Fax : <input type="text"/> Mél : <input type="text"/> Personne à contacter : <input type="text"/> N° de CAP (le cas échéant) : <input type="text"/> Opération d'élimination / valorisation prévue (code D.R.) : <input type="text"/>
3. Dénomination du déchet Rubrique déchet : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Dénomination usuelle : <input type="text"/>		Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant) <input type="text"/>		
5. Conditionnement : <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) : <input type="text"/>		Nombre de colis : <input type="text"/>
6. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) : <input type="text"/>		
7. Négociant (le cas échéant) N° SIREN : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : <input type="text"/> Adresse : <input type="text"/>		Récépissé n° : <input type="text"/> Département : <input type="text"/> Limite de validité : <input type="text"/> Personne à contacter : <input type="text"/> Tél. : <input type="text"/> Fax : <input type="text"/> Mél : <input type="text"/>

- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR TRANSPORTEUR

8. Collecteur-transporteur N° SIREN : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> NOM : <input type="text"/> Adresse : <input type="text"/> Tél. : <input type="text"/> Fax : <input type="text"/> Mél : <input type="text"/> Personne à contacter : <input type="text"/>		Récépissé n° : <input type="text"/> Limite de validité : <input type="text"/> Mode de transport : <input type="text"/> Date de prise en charge : / / Signature : <input type="text"/>		Département : <input type="text"/>
		<input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadrer 20 et 21 à remplir)		

- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

9. **Declaration générale de l'émetteur du bordereau :** Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi.

- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -

<p>10. Expédition reçue à l'installation de destination</p> <p>N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] []</p> <p>NOM : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Personne à contacter : _____</p> <p>Quantité réelle présentée : _____ tonne(s)</p> <p>Date de présentation : / /</p> <p>Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p>Motif de refus : _____</p> <p>Signataire : _____</p> <p>Date : / /</p> <p>Signature et cachet : _____</p>	<p>11. Réalisation de l'opération :</p> <p>Code D.R. : _____</p> <p>Description : _____</p> <p>Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée</p> <p>NOM : _____</p> <p>Date : / / Signature et cachet : _____</p>
<p>12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01) :</p> <p>Traitement prévu (code D.R.) : _____</p> <p>N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] []</p> <p>NOM : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Personne à contacter : _____</p> <p>Tél. : _____ Fax. : _____</p> <p>Mél. : _____</p>	

L'original du bordereau suit le déchet.



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005

Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets (suite)

Page n° /

N° du bordereau de rattachement :

- À REMPLIR EN CAS D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE OU DE RECONDITIONNEMENT -

13. Réception dans l'installation d'entreposage ou de reconditionnement N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Quantité présentée : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Date : / / Signature et cachet :	14. Installation de destination prévue N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : Cadre 14 rempli par : <input type="checkbox"/> Émetteur du bordereau (cf cadre 1) <input type="checkbox"/> Installation d'entreposage ou de reconditionnement (cf cadre 13)
15. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant) : (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
16. Conditionnement : <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) Nombre de colis :	
17. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
18. Collecteur-transporteur après entreposage ou reconditionnement N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter :	Récépissé n° : Limite de validité : Mode de transport : Date de la prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)
19. Déclaration de l'exploitant du site d'entreposage ou de reconditionnement : Je soussigné certifie que les renseignements portés ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / / Signature et cachet :	

- À REMPLIR EN CAS DE TRANSPORT MULTIMODAL -

20. Collecteur-transporteur n° N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter :	Récépissé N° : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :
21. Collecteur-transporteur n° N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter :	Récépissé N° : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :

Ce feuillet n'est à joindre que lorsqu'une des cases est remplie.

8.2 ANNEXE 2 : BORDEREAU DE SUIVI POUR LES DECHETS NON DANGEREUX

**BORDEREAU DE SUIVI DES DÉCHETS DE CHANTIER
DE BÂTIMENT**

Déchets banals et déchets inertes

Bordereau n°

1. MAÎTRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise) :

Dénomination du maître d'ouvrage :	Nom du chantier :
Adresse :	Lieu :
Tél : Fax :	Tél : Fax :
Responsable :	Responsable :

2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise) :

Raison sociale de l'entreprise :	Date :
Adresse :	Cachet et visa :
Tél : Fax :	
Responsable :	

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2 <input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Chaufferie bois <input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3 <input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)				
	Autre				
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	Capacité	Taux de remplissage
.....	1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> Plein <input type="checkbox"/>

3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
.....	Cachet et visa :
.....

4. ÉLIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :

Nom de l'éliminateur	Adresse de destination (Lieu de traitement)		Date : Cachet et visa :
.....		
.....	U	Quantité reçue	
.....	
Qualité du déchet :	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Mauvais <input type="checkbox"/> Refus de la benne → Motif		

Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur

- Exemple n° 1 à conserver par l'entreprise
- Exemple n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- Exemple n° 3 à conserver par l'éliminateur
- Exemple n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise et au maître d'ouvrage

8.3 ANNEXE 3 : TRAME DE PEGC/SOGED

L'entreprise générale ou responsable du compte prorata est libre de remettre son PEGC/SOGED sous toute autre forme, à condition qu'il réponde aux exigences de la charte.

PLAN ENVIRONNEMENT DE GESTION CHANTIER		
SCHEMA D'ORGANISATION ET DE GESTION DES DECHETS DE CHANTIER		
Entreprise Générale ou Lot Gros Oeuvre		
Nom du Chantier / Localisation	Nom de l'Entreprise / Lot N°	Nom du REC
.....
Formation et/ou Expériences du Responsable Environnement sur des opérations avec chantier à faibles nuisances		
.....		
.....		
Préciser les moyens de sensibilisation des compagnons : gestion des déchets, réduction consos eau/électricité, etc.		
<i>Ex : Sensibilisation pendant procédure d'accueil, Livret d'accueil, ¼ d'heure sécurité environnement, affichage sur bennes et base vie</i>		
.....		
.....		
Méthodologie de réduction des déchets à la source (calepinage, limitation des emballages, fabrication hors site, optimisation des systèmes constructifs...)		
.....		
.....		
Identification et quantification (tonnes) prévisionnelle des déchets par typologie		
Déchets inertes (DI)		
.....		
.....		
.....		
Déchets industriels banals (DIB), y compris emballages :		
.....		
.....		
.....		
Déchets dangereux (DD) :		
.....		
.....		
.....		
Coordonnées des prestataires retenus :		
DI/DIB/Bois/Métaux :		
DD :		
Déchets des cantonnements :		
.....		
<input type="checkbox"/> Vérifications des autorisations réglementaires		
<input type="checkbox"/> Méthodologie et objectif de tri intégré dans les contrats des prestataires		

Organisation / méthodologie

☐ Tri à l'extérieur du chantier sur plateforme du prestataire (justification):

☐ Tri sur site (nombre et type de bennes) :

☐ Affichage au niveau des bennes de tri et bac à DD.....

Traçabilité des déchets (coordonnées plateforme de tri, coordonnées centre de stockage/incinération/valorisation)

☐ Traçabilité des DI/DIB par bordereaux de suivi des déchets

☐ Traçabilité des DD par bordereaux de suivi des déchets dangereux

☐ Transmission mensuelle d'un tableau de suivi, n° de bordereau, type de déchets, tonnage, % de valorisation.

☐ Engagement sur un % de valorisation matière/énergétique de 50%

Réduire les pollutions sur le chantier

Identifier les produits polluants utilisés. Transmettre FDS.

Préciser les dispositions prises pour éviter le déversement des laitances (*podium et bac de décantation pour benne à béton*)

Préciser les dispositions pour le stockage des produits dangereux utilisés (*étiquetage, rétention, protection contre la pluie...*)

☐ Approvisionnement dans la base vie d'un kit de dépollution pour intervenir en cas de déversement de produits dangereux (huile, hydrocarbures...)

Réduire les nuisances acoustiques

☐ Indiquer références des engins/matériels/niveau de bruit

☐ Vérifier la conformité de ces derniers avec la réglementation

Préciser les mesures envisagées pour minimiser le bruit pour le personnel, les usagers et les riverains (engins insonorisés, coordination du chantier, EPI)

☐ Transmettre planning avec identification des phases bruyantes

Réduire les nuisances visuelles : poussières, boue, polystyrène

Préciser les mesures envisagées pour assurer la propreté/nettoyage du chantier et des voiries (*homme trafic, débourbeur, station de lavage...*)

.....

.....

.....

☐ Stockages des matériaux protégés du vent et de la pluie

Réduire les nuisances dues au trafic

Préciser les mesures envisagées pour limiter les nuisances dues au trafic des véhicules (*approvisionnement, horaires, signalétique, acheminement du personnel, aire de stationnement, homme trafic, ...*)

.....

.....

.....

Réduire et suivre les consommations (entreprise générale ou responsable du compte prorata)

Mesures mises en œuvre pour la réduction des consommations d'eau et d'énergie

☐ Robinets temporisés ☐ électrovanne pour l'eau ☐ réutilisation eau pour lavage des engins
☐ Détecteur de présence ☐ horloge pour l'électricité ☐ arrêt chauffage quand ouvertures fenêtre
☐ Autre :

☐ Relevé des consommations hebdomadaire
☐ Compteurs eau électricité chantier et cantonnement différenciés

.....

Communication à destination des usagers et des riverains (entreprise responsable du compte prorata)

Développer la procédure envisagée (boite au lettre, boîte mail, affichage pour prévenir tâches bruyantes, registre de suivi des remarques riverains)

.....

.....

.....

Utiliser de produits ou des procédés de fabrication avec moins d'impact sur l'environnement

Ex : produit recyclable / naturel / avec écolabel / éviter polystyrène pour réservation / Production Usine ISO 14001 etc.

☐ Utiliser huile de décoffrage végétale biodégradable (fiche technique et FDS à transmettre)

.....

.....

Engagement de l'entreprise

Nom, Prénom.....

Qualité.....

...

m'engage à respecter la Charte Chantier à faibles nuisances (intégrée au DCE)

Date / Signature et Cachet de l'Entreprise :

8.4 ANNEXE 4 : PROCEDURE EN CAS DE POLLUTION ACCIDENTELLE OU D'INCENDIE

En cas de **déversements accidentels**,



- 1** N'agissez que si vous connaissez le produit

- 2** Utiliser les EPI

- 3** Stopper l'écoulement
- 4** Utiliser des produits absorbant puis ramassez-les
OU
Utiliser directement le kit de dépollution
- 5** Jetez l'ensemble avec les déchets dangereux


 Les sols souillés devront être évacués vers un lieu de traitement agréé. A défaut, ces sols seront placés dans la benne DTS. Tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant est formellement interdit.

En cas de **déclenchement d'incendie**,

- 1** Garder votre calme
Déclencher l'alarme
Téléphoner au 18
- 2** Attaquer le foyer au moyen des extincteurs sans prendre de risques

Si vous êtes bloqués dans la fumée, baissez-vous, l'air frais est près du sol



 Il est strictement interdit de faire du feu, quel qu'il soit sur le chantier.

Appeler le 18 

8.5 ANNEXE 5 : CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE RELATIF AUX DECHETS DE CHANTIER

Les déchets du BTP relèvent à la fois de la réglementation générale, de la réglementation et du cadre contractuel liés au secteur de la construction. Les apports réglementaires des dernières années dans ces deux domaines conduisent à faire peser sur les maîtres d'ouvrages et les entreprises du BTP des obligations considérablement accrues.

De façon générale, la limitation de la mise en décharge, les obligations de valorisation de certaines catégories de déchets industriels et les nouvelles exigences en matière de transport nécessitent une prise en compte approfondie des déchets de chantier.

La gestion des déchets n'est pas à prendre à la légère ; la **responsabilité pénale et civile des producteurs** peut être **engagée**.

Les principaux textes relatifs à la gestion des déchets sont les suivants :

- Code de l'Environnement : Partie réglementaire, Livre V, Titre IV « Déchets »
- Directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 relative aux déchets et abrogeant certaines directives
- Arrêté du 29/02/12 Fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'Environnement [Registre déchets et Bordereau déchets dangereux]
- Décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
- Circulaire du 3 octobre 2002 concernant la mise en œuvre du décret n° 2002-540
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification des déchets de chantier
- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage
- Circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relative à la classification des déchets
- Décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets
- Loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets
- Recommandation n°T2-2000 aux maîtres d'ouvrages publics relative à la gestion des déchets de chantier – GPEM/TMP – Adoptée le 22/06/00 par la Commission centrale des marchés
- Responsabilités et obligations du producteur de déchets

L'élimination (article L. 541-2 du code de l'environnement) : toute personne produisant ou détenant des déchets est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination.

Cette obligation s'applique tant pour les déchets dangereux (pour lesquels le circuit d'élimination est très contrôlé) que pour les déchets non-dangereux.

Les principales interdictions sont :

- L'abandon **de déchet** (*article R. 541-76 du Code de l'Environnement*) est puni d'une amende de 150 € / 750 € pour personne morale, voire 1 500 € + confiscation véhicule si dépôt à l'aide d'un véhicule (7500 € pour personne morale). L'abandon peut faire l'objet d'une mise en demeure, en cas de non-respect, elle peut être adjointe d'une disposition pour assurer l'exécution des travaux nécessaires à l'élimination, aux frais du responsable : astreinte journalière au plus égale à 1 500 €/ jour, ou paiement d'une amende au plus égale à 150 000 € (*article L. 541-3 du Code de l'Environnement*) ;
- le **brûlage**, notamment des déchets dangereux, d'**emballage** et ménagers, et par conséquent, les **feux de chantier** (*en vertu de l'article L. 541-2, ainsi que des articles R. 541-45, et R. 543-66 du Code de l'Environnement*) ;
- Le **mélange de déchets dangereux** [...] [notamment] avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets dangereux est interdit (*article L. 541-7-2 du Code de l'Environnement*) ;
- **Rejeter dans les eaux superficielles** ou souterraines une substance entraînant des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (*article L. 216-6 du Code de l'Environnement*) ;
- **Interdiction de rejets non domestiques** au réseau d'assainissement, (*article L. 1331-10 du code de la santé publique*) demande d'autorisation obligatoire pour l'entreprise ;
- L'enfouissement **des déchets** hors sites autorisées peut être sanctionné par une amende qui peut s'élever à 75 000 € et la peine d'emprisonnement à 2 ans. (*article L. 541-46 du Code de l'Environnement*) ;
- La non tenue ou non transmission d'un **registre des déchets** (*article R. 541-43 du Code de l'Environnement*) ou **des bordereaux de suivi** (*article R. 541-45 du Code de l'Environnement*) est punie par la peine prévue à l'article R. 541-78 du Code de l'Environnement : 750 € pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant de cette amende est multiplié par 5 soit 3750 € ;
- Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source lorsque les déchets ne sont pas traités sur place [...]. (*article L. 541-21-2 du Code de l'Environnement*).

Article L. 541-46 du Code de l'Environnement :

- Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende le fait de :
- Refuser de fournir à l'administration les informations prouvant que les produits qu'ils [...] exportent sont de nature à être gérés dans les conditions prévues par le Code de l'Environnement ;
- Remettre ou faire remettre des déchets à tout autre personne ou entité que l'exploitant d'une installation agréée ;
- [Abandonner, déposer ou faire déposer, ou éliminer des déchets dans des conditions contraires aux dispositions du Code de l'Environnement] ;
- [...]
- Classification des déchets

R. 541-8 du Code de l'Environnement : Définitions

- Déchet dangereux : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers [...] Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets de l'annexe II de ce texte du Code de l'Environnement [...]

- Déchet non dangereux : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux (Marquées « H : XX » sur les produits. Voir codes déchets plus bas dans la présente charte) ;
- Déchet inerte : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'Environnement ou à la santé humaine.
- Déchet ménager : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage.
- Article R543-172 du Code de l'Environnement
- DEEE : On entend par " équipements électriques et électroniques " les équipements fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques, ainsi que les équipements de production, de transfert et de mesure de ces courants et champs, conçus pour être utilisés à une tension ne dépassant pas 1 000 volts en courant alternatif et 1 500 volts.

Annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement : Nomenclature des déchets, répertorie les déchets dangereux et non dangereux issus de diverses activités :

- Rubrique 17. Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés).

***Les déchets dangereux signalés par un astérisque**

Rubrique 17	Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)
17 01	Béton, briques, tuiles et céramiques.
17 01 01	Béton.
17 01 02	Briques.
17 01 03	Tuiles et céramiques.
17 01 06*	Mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses.
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06.
17 02	Bois, verre et matières plastiques.
17 02 01	Bois.
17 02 02	Verre.
17 02 03	Matières plastiques.
17 02 04*	Bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances
17 03	Mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés.
17 03 01*	Mélanges bitumineux contenant du goudron.

Rubrique 17	Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)
17 03 02	Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01.
17 03 03*	Goudron et produits goudronnés.
17 04	Métaux (y compris leurs alliages).
17 04 01	Cuivre, bronze, laiton.
17 04 02	Aluminium.
17 04 03	Plomb.
17 04 04	Zinc.
17 04 05	Fer et acier.
17 04 06	Etain.
17 04 07	Métaux en mélange.
17 04 09*	Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses.
17 04 10*	Câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses.
17 04 11	Câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10.
17 05	Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage.
17 05 03*	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses.
17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03.
17 05 05*	Boues de dragage contenant des substances dangereuses.
17 05 06	Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05.
17 05 07*	Ballast de voie contenant des substances dangereuses.
17 05 08	Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07.
17 06	Matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante.
17 06 01*	Matériaux d'isolation contenant de l'amiante.
17 06 03*	Autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses.
17 06 04	Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03.
17 06 05*	Matériaux de construction contenant de l'amiante.
17 08	Matériaux de construction à base de gypse.

Rubrique 17	Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)
17 08 01*	Matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses.
17 08 02	Matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01.
17 09	Autres déchets de construction et de démolition.
17 09 01*	Déchets de construction et de démolition contenant du mercure.
17 09 02*	Déchets de construction et de démolition contenant des PCB (par exemple : mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs contenant des PCB).
17 09 03*	Autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses.
17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03.

9 DESTINATION DES DECHETS ULTIMES :

Sont dits ultimes les déchets pour lesquels les filières de valorisation ne sont pas viables.

- Déchets Dangereux → Centre de Stockage de Déchets (CSD) dangereux - CSD de classe 1
- Emballages → Valorisation obligatoire - entreprises agréées pour cette activité
- Déchets non dangereux → Centres de Stockage de Déchets non dangereux - CSD de classe 2
- Déchets inertes → Centres de Stockage de Déchets inertes - CSD de classe 3
- Déchet ménagers → Bac à ordures ménagères - Choix des filières assuré par la ville
- DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) → Triés et valorisés dans une filière spécifique

Il faudra privilégier les filières locales de valorisation des déchets.

Les déchets dangereux (DD) (anciennement déchets industriels spéciaux - DIS) :

Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques pour leur élimination.

Pour les produits, les propriétés de danger « H » permettant d'évaluer la dangerosité d'un déchet sont listées ci-dessous :

Leur seule mention suffit	
H1	Explosif
H2	Comburant
H3-A	Facilement inflammable
H3-B	Inflammable
H8	Corrosif
H4	Irritant
H5	Nocif
H6	Toxique
H7	Cancérogène
H9	Infectieux
H10	Toxique pour la reproduction
H11	Mutagène
H12	Substances et préparations qui, au contact de l'eau, de l'air ou d'un acide, dégagent un gaz toxique ou très toxique.
H13	Sensibilisant
H14	Ecotoxique
H15	Substances et préparations susceptibles, après élimination, de donner [...] [une] substance, [...] qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-avant.

Déchet dangereux	Exemple de déchets dangereux types
<ul style="list-style-type: none"> • Amiante libre (poussière et fibres) ; • Restes de produits dangereux (voir ci-dessus) ; • Déchets d'explosifs ; • Matériaux de construction à base d'amiante ; • Pyralène ; • Verres spéciaux ; • Déchets d'amiante : flochage, calorifugeage, poussières, fibres ; • Suie ; • Matériaux et produits contenant des goudrons ; • Déchets d'isocyanates ; • Toutes huiles, • combustibles liquides • Piles et accumulateurs au plomb, Ni-Cd, piles contenant du mercure ... • anticorrosifs, adjuvants, ignifugeants, hydrofugeant, antirouilles, siccatis, solvants, diluants, détergents, peintures, vernis, huiles de vidange et de coffrage, certaines colles et mastics ; • Câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses ; • Déchets, boues de peintures et vernis, boues de colles ou de mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Tout mélange de déchets inertes ou industriels banals contenant des déchets dangereux ; • Tout équipement/matériel ayant été souillé par un produit dangereux ; (voir ci-dessus) ; • Accessoires et matériels souillés (pinceaux, brosses, filtres, masques, gants) ; • Emballages (métallique, plastiques, ...) même vides et séchés ayant contenu un produit dangereux solides, liquides, pâteux ou en poudre. (cartouches de mastic, de silicone), emballages métalliques ; • Bois : traités avec des sels ou des oxydes de métaux lourds, avec des créosotes, par la peinture au plomb ; • Déchets provenant d'équipements électriques et électroniques : transformateurs et accumulateurs contenant des PCB ou contaminés par de telles substances ou des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC ... ;

Les déchets dangereux doivent être orientés vers des sites de traitement adaptés : installations de stockage de classe I, unité de régénération, usines d'incinération, ...

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) (*Article R543-172 et suivants*)

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont principalement les outils électriques, les lampes, piles, batteries et transformateurs... Ce sont des déchets dangereux, et doivent être triés à part pour faciliter leur valorisation et le traitement des parties dangereuses. Ils doivent être envoyés vers des filières spécifiques, il s'agit d'Ecologic (généraliste), d'Eco-systèmes (généraliste), d'ERP (généraliste) et de Récylum.

10 LES DECHETS D'EMBALLAGES

Ce sont des déchets appartenant à la catégorie des DIB mais qui sont soumis à des objectifs de tri et de valorisation stricts : les déchets d'emballages doivent être valorisés et remis à des entreprises agréées pour cette activité.

Cette obligation de valorisation comprend une obligation préalable de **tri de ces emballages**, les déchets d'emballage ne doivent pas être mélangés aux autres déchets s'ils ne peuvent être valorisés selon la même voie. (*Article R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'Environnement*)

Ce sont principalement les palettes de bois, les emballages plastiques (housses, polystyrènes de calages, fûts, flaconnages, bouteilles et bidons non souillés par des déchets dangereux, ...), les emballages en papier et en carton, les emballages métalliques non souillés par des déchets dangereux (pots, fûts).

Les déchets non dangereux (DND) ou déchets industriels banals (DIB) :

Ce sont des déchets produits par l'artisanat, l'industrie, le commerce et les services qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxique et qui ne sont pas inertes. Ce sont soit des déchets mono matériaux, soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, des matériaux fibreux (à l'exception de l'amiante), du verre traité, des matières plastiques, des matières adhésives :

Matières	Exemple de déchets types
<ul style="list-style-type: none">• Matériaux de construction à base de gypse ;• Matériaux non minéraux d'isolation• polystyrène expansé, polyuréthane ;• Laine de verre, de roche, de laitier ;• Métaux (y compris alliages) : fer à béton, fonte, aluminium, cuivre, acier, bronze, plomb, zinc, étain, métaux en mélange ne contenant pas de substances dangereuses ;• Matières plastiques (ne contenant pas de matières dangereuses)• Caoutchouc ;• Béton léger (cellulaire) ;• Bois et déchets verts (NON-TRAITES avec des sels ou des oxydes de métaux lourds ou avec des créosotes)	<ul style="list-style-type: none">• déchets verts (haies, arbres...), copeaux, sciures ;• Déchets d'emballage non souillés : palettes, boîtes en carton, métal, plastique, film plastique, papier carton... ;• Verre : vitrages non spéciaux ou industriels ;• Colles et mastics à l'eau (sans solvants).• Moquettes ; Textiles• Menuiseries, revêtements de sols et canalisation PVC, chutes de PVC ou PE,• Plastiques d'emballage (film, calages),• Restes de polystyrènes :

Les DND doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, recyclage, récupération, valorisation soit vers des incinérateurs, soit en Centre de Stockage de Classe II.

11 LES DECHETS INERTES

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels ou des produits manufacturés :

Matières	Exemple de déchets types
<ul style="list-style-type: none">• Terres et matériaux de terrassement non pollués ;• Matériaux minéraux naturels, Pierres ;• Béton armé et non armé ;• Briques et céramiques ;• Ciment ;• granit ;• Faïence ;• Ardoises ;• Verre ordinaire ;	<ul style="list-style-type: none">• Tuiles et céramiques ;• Parpaings• Carrelage,• Matériaux d'isolation ;• Gravats ;• Matériaux de construction à base de gypse et de plâtre• Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron.

Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage, soit au stockage en site de classe III, qui peuvent être soumis à une réglementation spécifique.

Les déchets ménagers :

Ce sont des déchets alimentaires liés à la vie sur le chantier. Ils sont traités par la ville et doivent être triés dans des bacs qui doivent être demandé à la ville pour permettre leur enlèvement.